

LES SALARIÉS D'AUBIN IMPRIMEUR (86240) SONT EN LUTTE POUR SAUVEGARDER L'EMPLOI, DÉFENDRE LEUR OUTIL DE TRAVAIL ET LEUR AVENIR.

AUBIN IMPRIMEUR (144 salariés), entreprise plus que centenaire, installée historiquement à Ligugé est en difficulté. La crise économique, liée au COVID, est venue déstabiliser une entreprise déjà fragilisée par des choix stratégiques et une gestion contestable sans réelle ambition, dans un secteur en continuelle évolution et toujours plus concurrentiel.

Cette crise sert de prétexte à un plan de licenciements visant sept postes, principalement dans des fonctions support dont, notamment un commercial, ce qui montre l'absence de réelle volonté de développement de l'entreprise.

Les salariés sont en lutte (mouvements de grève et pétition) pour s'opposer à ce plan de licenciements alors que plusieurs salariés, ayant d'autres projets personnels, se sont proposés comme volontaires au départ. L'attitude de la direction, qui refuse de prendre en considération ces demandes individuelles, a profondément heurté les salariés de l'entreprise.

Les élus et la section FILPAC-CGT de l'entreprise, ainsi que les représentants CFE-CGC, s'opposent à cette stratégie, à terme suicidaire pour l'entreprise, et veulent imposer d'autres choix.

Ils réclament :

- la prise en compte du volontariat en lieu et place de certains licenciements ;
- des mesures palliatives et d'attente (départs en retraite dans les années à venir) par la formation et le recours au dispositif spécifique de chômage partiel, avec le soutien de la branche professionnelle ;
- une véritable stratégie d'avenir sur les marchés d'Aubin (Livre, magazine et périodique principalement) tant d'un point de vue prospectif, matériel et investissement, que de management.

Mais ils réclament également aussi, de la part des pouvoirs publics, un réel soutien au Livre imprimé en France alors que 158 000 tonnes de livres sont importées.

Avec leur syndicat et les structures syndicales (UL - UD - Fédération), les salariés de l'entreprise entendent peser sur les décisions et ne pas rester spectateurs ou simples accompagnateurs d'un déclin supposé. Ils entendent réaffirmer que le papier et l'imprimerie ont aussi un avenir à Ligugé.

Poitiers, le 5 novembre 2020.